

IL Y A URGENCE DANS LE SECTEUR DU MÉDICO-SOCIAL

Nous assistons aujourd'hui à une transformation aussi brutale que silencieuse du secteur médicosocial. Sous couvert de contraintes budgétaires, une véritable stratégie de « nettoyage social » s'organise, accompagnée de licenciements méthodiques.

UNE GESTION PAR L'AUSTÉRITÉ QUI CONDAMNE LES SALARIÉS :

Le cadre budgétaire actuel, marqué par le renouvellement du budget d'austérité du PLFSS en décembre 2025 et du PLF de l'État, en janvier 2026, confirme l'abandon de notre secteur par l'État. La décision du Sénat du 7 janvier a supprimé toutes mesures sérieuses de revalorisation salariale, renvoyant à nouveau plusieurs échelons de nos grilles conventionnelle en dessous du SMIC.

PARALLÈLEMENT, LES NÉGOCIATIONS SONT PRISES EN OTAGE :

L'organisation patronale AXESS a déclaré le 15 janvier 2026, n'avoir plus aucun mandat pour poursuivre les travaux sur les rémunérations, pour toute l'année 2026, préférant attendre l'échéance présidentielle de 2027. Cette posture se traduit par une peur de voir les établissements s'effondrer financièrement et d'échapper au secteur non lucratif au profil du privé lucratif.

DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS ET DÉRIVES MANAGÉRIALE :

Nous dénonçons l'émergence du modèle « ORPEA » généralisé, facilité par le silence de l'État et des financeurs et nous constatons avec gravité une faillite systémique du contrôle public au détriment des citoyens les plus vulnérables.

UNE DISSIMULATION BUDGÉTAIRE :

L'argent public est détourné de sa mission première : l'accompagnement, pour financer des ruptures de contrats, visant uniquement à réduire la masse salariale.

UNE FRAUDE À LA PROCÉDURE :

Le « saucissonnage » des dossiers de licenciement est une pratique frauduleuse consistant à fractionner les départs pour contourner le cadre légal des licenciements collectifs.

UNE DÉSHUMANISATION DES MÉTIERS :

Le passage des métiers de « lien » à des métiers de « chiffre », entraîne plusieurs ruptures majeures, et se traduit par la perte de sens. Le professionnel ne se reconnaît plus dans son travail, il passe plus de temps à remplir des tableaux Excel qu'à accompagner l'humain. Cela se traduit par l'épuisement professionnel, ce conflit entre l'éthique personnelle du/de la travailleur.euse et les exigences de rentabilité crée ce qu'on appelle une souffrance éthique. Cela devient l'isolement total, il n'y a plus de communauté de travail, plus de bureau, plus d'interlocuteur.trice en cas de problème. **Le lien social est remplacé par une interface numérique.**

NOS EXIGENCES :

Nous ne pouvons rester les simples témoins de « l'EHPADisation » de notre secteur, face à cette dérive managériale qui transforme l'humain en variable d'ajustement comptable.

Pour cette raison nous exigeons :

1. Une transparence totale sur l'utilisation des fonds publics alloués aux associations.
2. Un moratoire immédiat sur les licenciements déguisés.
3. Un déblocage de financement permettant une revalorisation réelle des salaires.

Ces mesures doivent s'inscrire au-delà des effets d'annonces d'une conférence salariale, dont rien n'est à attendre sans l'instauration d'un véritable rapport de force.

L'argent public doit servir l'intérêt général et la dignité humaine, laquelle ne se négocie pas. Nous refusons que la logique comptable brise les solidarités que nous construisons chaque jour.

Paris, le 27 mars 2026